

Mail reçu le 14/11/2021 à 19h20

Le « défrichement » envisagé sur le Domaine de Lartigue à CESTAS Gazinet est en complète inadéquation avec la politique écologique menée actuellement pour atteindre la neutralité carbone le plus rapidement possible .

Faire disparaître les 16ha prévus de forêt c'est :

- **Supprimer des zones humides servant de bassins de rétention** par les forts temps de pluies que nous connaissons de plus en plus.
- **Prendre le risque que ces eaux de surface** cumulées avec le bétonnage de la zone concernée en se déversant dans l'Eau Bourde **aggravent les inondations** en aval sur Canéjan et Gradignan, qu'elles ne rejoignent plus la nappe phréatique et ne puissent être absorbées par le réseau d'évacuation qui pose des problèmes récurrents.
- **Permettre aux pollutions phoniques et atmosphériques** générées par A63 (9 à 10 000 poids lourds par jour plus les véhicules légers) et l'augmentation de la circulation sur l'axe Cestas- Allende – J.Moulin en partie dûe à la surcharge de l'autoroute de **se répandre plus intensément** (Par vents d'est et sud la pollution sonore venant de l'autoroute est très élevée au-delà de la zone concernée).
- **Dégrader l'environnement du seul collège** de la commune avec ses 880 élèves qui serait pris entre autoroute et urbanisation excessive.
- **Ne plus permettre à la forêt de jouer le rôle de régulation thermique** pendant les fortes chaleurs que nous avons de plus en plus .

Reboiser ailleurs c'est se donner bonne conscience à moindre frais mais **cela n'enlèvera jamais les méfaits causés** sur le lieu même de la déforestation et son environnement proche (destruction de sites ou de reproduction d'espèces protégées par exemple).

Par ailleurs avec le **projet d'urbanisation** (325 logements) sur un espace où **bordures végétales et îlots de fraîcheur prévus sont insuffisants** on peut penser qu'un **accroissement important de la population** (800 à 1000 habitants) avec une **mixité sociale déséquilibrée** (65 à 75 % de logements sociaux) engendrera

- un **afflux de trafic** routier déjà difficile en raison de la présence du collège, des équipements sportifs et de l'autoroute dans le même secteur.

Un **accès rendu plus difficile pour tous aux services** médicaux, paramédicaux, sociaux, scolaires, administratifs (poste, mairie, gendarmerie, transports intra-communaux...) qui risque de générer des conflits.

Si on a le souci d'une urbanisation raisonnée et non pas celui de répondre avant tout à un quota de logements sociaux, il est essentiel de tenir compte du bien-être d'une population déjà installée et de celle à venir

Mme et M. Cavallé